

L'UQAM est unanime pour le maintien du gel

Dominique Forget

«**L**a hausse des droits de scolarité, même limitée, nous fait entrevoir le retour à des époques que l'on croyait révolues, à savoir la fréquentation de certains établissements ou de certaines disciplines en fonction de la fortune des individus. Le Québec ne devrait pas faire ce mauvais choix, mais plutôt garder le cap sur la responsabilité collective publique, et c'est pourquoi l'UQAM souscrit au maintien du gel.»

Prononcées par le recteur Roch Denis devant les parlementaires de la Commission sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, ces paroles ont réjoui des représentants de la collectivité uqamienne. «Il fallait un certain courage pour défendre le gel des droits de scolarité devant la Commission alors que la majorité des intervenants se sont prononcés en faveur d'une hausse», souligne Patrice N'Gouandi, président de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion.

Selon M. N'Gouandi, on ne peut pas prétendre, d'un côté, vouloir faciliter l'accès à l'éducation supérieure et, de l'autre, hausser les droits de scolarité et les frais afférents. Cette logique est encore plus criante dans une université comme l'UQAM où 50 % des étudiants travaillent plus de 20

heures par semaines pour payer leurs études.

Le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) s'est aussi dit satisfait de l'intervention de M. Denis et ce, même s'il n'a pas donné son appui officiel au mémoire déposé par la direction. «Nous étions déçus de voir que le gel des droits ne faisait pas partie des six recommandations formulées à la fin du mémoire, observe Jacques Pelletier, président du SPUQ. Mais l'allocution du recteur a compensé cette lacune.»

Où trouver l'argent ?

La question demeure. Où trouver les 375 millions de dollars annuellement nécessaires pour assurer le maintien et le développement du réseau universitaire québécois ? Les associations étudiantes facultaires de l'UQAM proposent l'imposition d'une taxe spéciale aux entreprises privées. Mais selon le recteur, bien que la contribution du secteur privé soit importante et devrait s'accroître, elle ne devrait jamais devenir un substitut au financement public des universités.

Au cours de son allocution, présentée le 25 février, M. Denis a rappelé que le gouvernement, en plus de réviser son programme de baisse d'impôts, devra faire des choix. À titre d'exemple, il a souligné que le Québec consacre 300 millions de dol-

lars par année au financement public de ses institutions d'enseignement privé. En comparaison, l'Ontario n'alloue que 2 millions de dollars par année à ce type d'établissement.

M. Denis a aussi insisté pour que le gouvernement québécois fasse pression auprès du gouvernement fédéral en vue d'obtenir sa juste part des fonds fédéraux en éducation. Cette recommandation aurait tout particulièrement retenu l'attention des parlementaires. La critique officielle de l'opposition en matière d'éducation, Mme Pauline Marois, a affirmé que son parti serait prêt à appuyer M. Denis dans toute démarche visant à récupérer les sommes qui reviennent au Québec de plein droit.

Jacques Pelletier renchérit. «Le SPUQ réclame que le gouvernement fédéral cesse d'empiéter sur le pouvoir des provinces et mette fin à ses programmes de bourses du millénaire, de la Fondation canadienne pour l'innovation et des Chaires de recherche du Canada, qui ont des effets déstructurants sur notre réseau universitaire.»

Si les autres grandes universités montréalaises ont beaucoup insisté sur l'importance du financement de la recherche dans leurs mémoires et allocutions, l'UQAM a accordé une importance toute particulière au maintien de la qualité de l'enseignement.

Ces préoccupations étaient aussi au cœur du mémoire déposé par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), section universitaire, auquel a participé le Syndicat des employés de l'UQAM (SEUQAM).

«La recherche est certes importante», fait valoir Luc Dupuis, un membre du conseil exécutif du SEUQAM qui a activement participé à la préparation du mémoire du SCFP, mais elle ne doit pas se faire au détriment des deux autres volets de la mission de l'UQAM : l'enseignement et l'encadrement ainsi que les services à la collectivité.»

Au cours de son allocution, Roch Denis a rappelé que le ratio étudiants/professeur était tout particulièrement élevé à l'UQAM. Ce ratio se situe à 26,14 alors qu'il n'est que de 21,52 à l'Université de Montréal ou 15,75 à McGill. Si les chargés de cours apportent une contribution exceptionnelle à l'UQAM, le recours à leurs services désarticule toutefois le lien qui devrait prévaloir entre l'enseignement et la recherche.

L'accès à l'enseignement supérieur pour toutes les clientèles, qu'elles soient d'âge adulte, allophones, situées en région ou venant de l'étranger est un autre sujet sur lequel a insisté le recteur. M. Denis a souligné qu'à cet égard, l'UQAM a réalisé des gains importants qui pour-

raient être compromis si le gouvernement ne remédie pas au sous-financement chronique du réseau universitaire.

Au sujet des étudiants étrangers, le recteur est revenu sur la question des droits de scolarité. «Si, comme société, nous voulons être en mesure d'attirer les étudiants étrangers chez nous, il faut que nous soyons en mesure de les accueillir sans dresser devant eux d'insurmontables barrières financières. Il serait à la limite pervers que nous essayions d'aller chercher du côté des étudiants étrangers des choses que nous ne sommes pas capables de régler comme société dans notre propre milieu universitaire.»

Patrice N'Gouandi abonde dans le même sens. «Nous demandons que les restrictions qui visent les conditions de travail pour les étudiants étrangers soit levées. Nous demandons aussi que les droits de scolarité soient maintenus à leur niveau actuel pour tous les étudiants, peu importe leur origine.» Croit-il qu'il sera entendu par le gouvernement? «Le gouvernement actuel a promis de maintenir le gel jusqu'à la fin de son premier mandat. J'ai confiance qu'il tiendra sa promesse. Mais au-delà de ce mandat, je ne suis pas très optimiste. Peu importe, les étudiants vont continuer à se battre pour se faire entendre.» ●